Document généré le 24 avr. 2024 04:53

Études internationales

II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701755ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701755ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Galarneau, H. (1984). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, *15*(4), 903–912. https://doi.org/10.7202/701755ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

II — Les relations extérieures du Québec

(juillet à septembre 1984)

A — Aperçu général

Au cours du trimestre d'été, les relations du Québec avec l'extérieur suivaient leur cours normal, ponctuées de rencontres institutionnelles – que ce soit dans le cadre d'organisations francophones, en l'occurence l'AIMF ou de forums bilatéraux comme le comité permanent Wallonie-Québec –, de missions d'étude en Europe, ou d'échanges reliés aux exportations d'électricité avec les États-Unis. Il faut mentionner, pour ce qui est des États-Unis, la participation maintenant régulière du Québec aux rencontres de deux institutions américaines importantes, la *National Conference of State Legislators* et le *Council of Great Lakes Governors*. On notera également la mission commerciale dirigée par le ministre Bernard Landry qui se rendait en Yougoslavie, en Grèce et en Sicile pour y présenter des firmes québécoises. Enfin, les ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur préparaient au cours de l'été le voyage qu'entreprenait à la toute fin du trimestre en Asie le Premier ministre du Québec. Le jour même de l'arrivée de la délégation québécoise sur le continent asiatique, les grandes orientations de la politique québécoise en Asie étaient exposées devant un auditoire québécois par l'adjoint parlementaire au ministre des Relations internationales.

B — Les politiques d'immigration

Le gouvernement du Québec annonçait le 4 juillet son intention d'entamer dans un avenir prochain des pourparlers avec le gouvernement fédéral dans le but de faire modifier la loi sur l'immigration. Les ministères québécois de la Justice et de l'Immigration, qui étudient depuis quelques mois la question de l'admission des réfugiés, cherchent notamment le moyen de permettre que soient réduits les délais d'attribution du statut de réfugié à ceux qui en font la demande. Un comité interministériel doit faire rapport, avant la fin de l'année, sur l'ensemble du problème des réfugiés, y compris la question de l'accessibilité aux services gouvernementaux. En attendant les conclusions du comité, le gouvernement ouvrait à Montréal un « Centre de services intégrés » pour les personnes en attente du statut de réfugié. Cette mesure était prise afin d'apporter une solution temporaire à la décision de 1982 d'Ottawa de suspendre le versement d'allocations à ces personnes[1].

Le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration présentait par ailleurs en septembre les niveaux d'immigration que le Québec souhaiterait voir adopter en 1985, dans le cadre du processus de consultation Québec-Ottawa découlant de l'entente Couture-Cullen. Le document rapporte que le niveau d'immigration projeté pour 1984, qui avait été fixé à 16,000 personnes, sera en réalité plus faible, se situant plutôt aux environs de 13,500 personnes si l'on se base sur les données des quatre premiers mois de 1984. Le ministère ne prévoyait pas d'autre part de remise en question immédiate des grandes orientations de la politique québécoise d'immigration, étant donné d'une part le contexte économique marqué par la situation du marché du travail. D'autre part, il estimait qu'une telle redéfinition serait prématurée avant que ne soit terminé le processus de concertation engagé auprès des intervenants québécois dans le cadre du sommet « Le Québec dans le monde ». Les propositions québécoises pour 1985 se situent donc dans le contexte des tendances des dernières années et des principes de base que sont le rassemblement des familles et

1. Clément TRUDEL, *Le Devoir*, 5 juillet 1984, p. 3.

l'admission de personnes pour des motifs humanitaires, qualifiés d'« éléments permanents » de la politique québécoise d'immigration. Pour ce qui est des considérations économiques, la situation de l'emploi exigera encore « un recrutement et une sélection serrés en fonction de besoins identifiés », alors que les efforts en vue d'attirer des entrepreneurs-investisseurs et des travailleurs autonomes seront poursuivis. Les niveaux souhaités pour 1985 se chiffrent à 7,000 personnes pour la catégorie de la famille, à 5,000 pour l'immigration économique et à 5,000 pour l'immigration humanitaire[2].

C — La Francophonie

Deux rencontres associées à la francophonie internationale se tenaient à Québec au cours de l'été. La première, la septième rencontre francophone de Québec, avait lieu du 11 au 17 juillet et réunissait des animateurs culturels des communautés francophones d'Amérique du Nord, à l'instigation du Secrétariat permanent des peuples francophones D'autre part, la quatrième réunion annuelle de l'Association internationale des maires francophones, fondée en 1979 à Québec et comptant trente-sept membres des cinq continents, se tenait du 22 au 26 juillet sous la présidence du maire de Paris, M. Jacques Chirac. Cette réunion a donné l'occasion au maire de Paris et au président de l'Assemblée nationale du Québec de réitérer leur foi au rapprochement des peuples francophones et au caractère universel de la francophonie[3]. Les soixante-dix participants ont discuté de questions relatives à l'administration municipale, comme le financement des municipalités, leur organisation administrative, le logement social et l'utilisation de l'informatique. À Québec et à Montréal, ils ont été reçus par le ministre des Relations internationales et par le président de l'Assemblée nationale, par le ministre de la Justice et par le maire Jean Drapeau[4].

Le maire de Paris, en marge de sa participation à la réunion de l'AIMF, eut des entretiens privés avec le premier ministre par intérim, M. Clément Richard, avec les ministres de la Justice et des Relations internationales, MM. Pierre-Marc Johnson et Bernard Landry, et avec le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa[5].

D — Le Québec et les États-Unis

1 — LES EXPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ

L'Hydro-Québec et l'état du Vermont signaient le 25 juillet un contrat de vente de 150 mégawatts de puissance ferme et de 10 milliards de kilowattheures d'énergie ferme. Une entente de principe était intervenue en mai entre les deux parties à ce sujet. Le contrat fut signé à Montpellier, au Vermont, en présence du président de l'Hydro-Québec, du gouverneur du Vermont et du ministre québécois de l'Énergie et des Ressources. Le Québec escompte tirer des revenus d'environ $625 millions de ce contrat[6]. Les deux parties devront construire des lignes de transmission sur leurs territoires respectifs pour acheminer l'électricité. Le 3 août, le Vermont approuvait la construction d'une ligne[7]. Une autre entente

2. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, *Niveau d'immigration pour 1985*, septembre 1984.
3. Rudy Le Cours, *Le Devoir*, 25 juillet 1984, p. 10.
4. *Idem.*, 24 juillet 1984, p. 3.
5. *Idem.*, 30 juillet 1984, p. 2.
6. *Le Devoir*, 26 juillet 1984, p. 10.
7. *La Presse*, 4 août 1984, cité par *L'Argus*, 7 août 1984, p. 17.

d'exportation d'énergie ferme, conclue avec la *New England Power Pool*, doit être signée prochainement.

Des parlementaires de l'État de New York participaient à une visite au Québec organisée par la *New York Power Authority* (NYPA) et portant sur les échanges d'électricité entre le Québec et cet état. Du 21 au 23 août, une dizaine de parlementaires new-yorkais ont ainsi visité Québec et Montréal, où ils ont rencontré des membres de l'Assemblée nationale, et les installations de LG-2.

Enfin, une conférence bi-nationale sur les échanges d'électricité entre le Canada et les États-Unis se tenait à Lake Placid, dans l'état de New York, en septembre. Des représentants de l'Hydro-Québec et de sociétés d'électricité d'autres provinces y participaient. Au cours de la conférence, le directeur du *New England Power Pool* (NEPOOL), qui regroupe les compagnies d'électricité de la Nouvelle-Angleterre, révélait que cette société avait révisé à la hausse ses prévisions de consommation d'électricité pour les dix prochaines années. La Nouvelle-Angleterre pourrait donc être intéressée à acheter plus d'énergie au Canada au cours des prochaines années, disait-il, particulièrement dans le contexte de l'abandon de plusieurs projets américains de centrales nucléaires[8]. Le vice-président de l'Office national de l'énergie du Canada déclarait pour sa part que l'ONE n'avait jamais révoqué un permis d'exportation d'énergie électrique vers les États-Unis depuis vingt-cinq ans, et qu'il poursuivrait dans la même voie, à condition que le prix à l'exportation soit correct[9].

2 — LES PLUIES ACIDES

Le Premier ministre du Québec envoyait en août un télégramme au gouverneur de l'État de New York, M. Mario Cuomo, pour le féliciter de l'adoption par cet État d'une loi visant à diminuer de 30% d'ici 1992, les émissions d'anhydride sulfureux tenues responsables du phénomène des pluies acides. Le premier ministre René Lévesque déclarait qu'il s'agissait là d'une des mesures les plus importantes qui ait été prises pour diminuer cette source de pollution. Le Québec avait lui-même annoncé en juillet un projet de réduction de 45% des sources de pluies acides sur son territoire[10].

3 — AUTRES QUESTIONS

Une dizaine de députés de l'Assemblée nationale, dirigés par le président de l'Assemblée nationale, M. Richard Guay, participaient à la dixième réunion annuelle de la *National Conference of State Legislators*, qui se tenait à Boston à la fin juillet. Le Québec est régulièrement invité, par cet organisme qui regroupe les parlementaires américains, à participer aux travaux de la conférence[11]. Le Québec était également invité par un autre organisme américain au cours de l'été. Il s'agit du *Council of Great Lakes Governors*, dont une rencontre avait lieu à Minocqua, dans le Wisconsin, du 23 au 25 août. Le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales, M. Camille Laurin, participait à la réunion[12].

Une entente de sécurité sociale entre le Québec et les États-Unis entrait en vigueur le 1er août. Elle permet aux citoyens québécois et américains ayant travaillé dans l'autre pays de bénéficier des régimes de pension de ces pays[13].

8. Jean CHARTIER, *Le Devoir*, 7 septembre 1984, pp. 1 et 8.
9. *Idem.*, 8 septembre 1984, p. 19.
10. *Le Soleil*, 18 août 1984, cité par *L'Argus*, 21 août 1984, p. 6.
11. *Le Soleil*, 25 juillet 1984, cité par *L'Argus*, 25 juillet 1984, p. 1.
12. Ministère des Relations internationales.
13. Renée ROWAN, *Le Devoir*, 2 août 1984, p. 3.

Enfin, les résultats préliminaires d'une étude de faisabilité économique sur une liaison ferroviaire rapide entre Montréal et New York étaient rendus publics en septembre par le maire de Montréal. Ceux-ci indiquent qu'un TGV Montréal-New York couvrirait ses frais d'exploitation, sans cependant permettre l'amortissement de ses coûts de construction et d'équipement. M. Drapeau se disait encouragé par les résultats de l'étude qui prévoit des retombées économiques directes et indirectes importantes. Les gouvernements du Québec, du Vermont et de New York s'étaient entendus en juillet 1983 pour effectuer certaines études de marché relatives à ce projet[14].

E — Le Québec et l'Europe

Le Québec et l'Europe occidentale s'échangeaient des missions d'étude au cours de l'été. Une mission québécoise composée de spécialistes de la santé rattachés aux ministères des Affaires sociales et de l'Environnement passait quinze jours en Suède pour y étudier les politiques de ce pays dans le domaine de la santé environnementale. En septembre également, des représentants du ministère de la Justice se rendaient en Suède, en République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas pour y étudier divers problèmes reliés aux détenus et à la question de la déjudiciarisation. Le Québec recevait de son côté, en août, le président de la région italienne du Val d'Aoste, qui venait étudier les structures agro-touristiques du Québec et en septembre une délégation de parlementaires suédois en visite d'étude sur les questions du logement et de la rénovation urbains[15].

Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, se rendait en mission commerciale en Yougoslavie, en Grèce et en Sicile du 12 au 21 septembre. Il était accompagné de représentants de compagnies québécoises, parmi lesquelles les sociétés Asbestos et Lavalin. En Yougoslavie, la mission aura permis d'assurer la vente d'amiante, et de discuter de la possibilité de la vente de CL-215 et de transferts de technologie dans l'industrie du meuble. En Grèce, on espérait faire valoir l'expertise québécoise en vue de la participation éventuelle des sociétés Bombardier et BTM au projet de construction du métro d'Athènes. En Sicile, M. Landry inaugurait un chantier de construction d'habitations réalisées par une firme québécoise et il était reçu par les autorités de la Commune de Messine[16].

Enfin, les lignes qui suivent rapportent les activités bilatérales du Québec avec la Belgique et la France.

1 — LA BELGIQUE

Le ministre wallon chargé des Relations extérieures, M. André Damseaux, était au Québec du 12 au 19 août. Au cours de sa visite, de nature semi-privée, M. Damseaux a inauguré, en présence du ministre Bernard Landry, la résidence du délégué de la région wallonne à Québec. Il a également participé au départ de la course transatlantique Québec-St-Malo, dans le cadre des fêtes de Québec 1534-1984. Il eut d'autre part des entretiens avec le ministre Landry et avec M. Guy Chevrette, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

---

14. Alain DUHAMEL, *Le Devoir*, 20 septembre 1984, p. 14.
15. Ministère des Relations internationales.
16. *Le Soleil*, 13 septembre 1984, cité par *L'Argus*, 13 septembre 1984, p. 4; Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 20 septembre 1984; Michel ROESLER, *La Presse*, 25 septembre 1984, cité par *L'Argus*, 26 septembre 1984, p. 7; Ministère du Commerce extérieur.

La troisième session du Comité permanent Wallonie-Québec eut lieu au cours de son séjour, les 16 et 17 août. Elle était placée sous la présidence du directeur de cabinet de M. Damseaux, Mme Anne-Marie Straus, et du directeur de la direction Europe du ministère des Relations internationales, M. Ghislain Croft. Le travail du comité consiste à passer en revue les activités de l'année écoulée et de tracer les orientations pour la prochaine. Au cours de la réunion, les deux parties se sont entendues pour créer un groupe d'orientation de la coopération économique chargé des relations entre les entreprises des deux communautés. La prochaine session du Comité est prévue pour juin 1985 à Namur, en Wallonie[17].

2 — LA FRANCE

Le ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional, M. François Gendron, se rendait en mission d'étude en France en septembre. M. Gendron avait, à Paris, un entretien avec le ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, puis il visitait certaines communes de la région parisienne et rencontrait des élus locaux pour se renseigner sur le processus de décentralisation en France[18].

Les représentants français et québécois tenaient à Paris du 10 au 14 septembre une rencontre de négociation sur l'arrangement de 1974 relatif à la protection sociale des participants à la coopération franco-québécoise et sur la mise en oeuvre de l'entente de sécurité sociale de 1979. Les deux parties s'emploient à réviser ces accords avec l'objectif de regrouper en une seule entente les matières contenues dans l'arrangement de 1974 et l'entente de 1979[19].

Le ministre de l'Éducation du Québec annonçait le 21 septembre la signature d'une convention-cadre d'approvisionnement avec la firme Comterm pour l'achat de 9,000 micro-ordinateurs destinés aux écoles du Québec. Les premières livraisons du Max 20-E du consortium franco-québécois Comterm-Matra, sont attendues pour le mois de décembre 1984 et la convention prévoit un contenu québécois de 50%[20].

Enfin, on apprenait au cours de l'été que le projet d'une revue scientifique franco-québécoise consacrée à la recherche médicale et biomédicale, sur lequel les premiers ministres français et québécois s'étaient entendus en juin 1982, verrait le jour en mars prochain. C'est à ce moment que devrait être lancée la revue *Médecine-Sciences*. La France et le Québec avait signé l'hiver dernier une entente relative à la création d'une revue médicale de haut niveau en langue française. Le Conseil de la langue française, le Fonds de recherche en santé du Québec, le ministère de la Science et de la Technologie et le ministère des Relations internationales ont participé, du côté québécois, à l'élaboration du projet[21].

F — Le Québec et l'Asie

Le Premier ministre du Québec, accompagné de son ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur et d'une délégation d'hommes d'affaires, entreprenait à la fin septembre une tournée asiatique qui devait le conduire en Corée du Sud, au Japon, en Chine et à Hong Kong. Le compte rendu de ce voyage, le premier qu'effectue en Asie un premier ministre du Québec, sera rapporté dans la prochaine chronique.

---

17. Ministère des Relations internationales.
18. *Le Soleil*, 15 septembre 1984, cité par *L'Argus*, 19 septembre 1984, p. 17.
19. Ministère des Relations internationales.
20. *Le Soleil*, 22 septembre 1984, cité par *L'Argus*, 26 septembre 1984, p. 12.
21. Michel BERGERON, *Le Devoir*, 26 septembre 1984.

Le 27 septembre, l'adjoint parlementaire au ministre des Relations internationales, M. Pierre de Bellefeuille, traçait un portrait des intérêts et des activités du Québec en Asie dans un discours prononcé à l'occasion du XVIème Congrès du Centre québécois de relations internationales. Le Québec, disait-il, a amorcé en 1983-1984 un « virage asiatique ». Dans la région Asie-Pacifique, devenue en 1983 le deuxième marché d'exportation du Québec, le gouvernement veut

> mettre en place les instruments et les programmes voulus pour assurer la présence active et la visibilité du Québec et pour apporter les appuis gouvernementaux aux entreprises et institutions québécoises dans leurs démarches en vue d'augmenter les échanges et la coopération[22].

La réalisation de ces objectifs passe par un élargissement de la présence institutionnelle du Québec dans cette région, ce qu'entreprenait le gouvernement avec l'ouverture d'une délégation à Hong Kong, qui allait être inaugurée au cours du voyage du Premier ministre. Avec le Japon, soulignait M. de Bellefeuille, le Québec veut d'une part développer sa coopération économique, par le développement de sociétés mixtes et d'investissements directs au Québec et d'autre part assurer la promotion dans ce pays de ses ressources culturelles et éducatives. L'éducation, les sciences et les technologies, l'agriculture et la foresterie sont des domaines où la coopération avec la Chine est déjà établie et auxquels d'autres secteurs pourraient s'ajouter compte tenu des besoins actuels de développement de ce pays. De façon générale en Asie, poursuivait-il, l'éducation et la formation peuvent constituer des « leviers d'entrée du Québec » pour amorcer une coopération qui débouche sur le domaine des transferts technologiques et de la fourniture de biens et services reliés à la modernisation industrielle. Dans des pays comme la Chine, l'Indonésie et la Malaisie, le Québec peut participer au développement des ressources en pétrole, hydro-électricité, forêts, mines, agriculture, pêcheries. M. de Bellefeuille mentionnait encore les possibilités de marchés reliées à l'amélioration des conditions sociales et culturelles, notamment les transferts de compétence et la vente d'équipements dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la gestion de l'eau et des transports. Enfin, les échanges culturels peuvent contribuer au rapprochement entre les peuples et à faire connaître le Québec[23]. Ce sont donc là des secteurs où le gouvernement a l'intention de jouer un rôle moteur pour contribuer au développement des relations entre le Québec et les pays de l'Asie et du Pacifique.

G — Chronologie thématique*

Collaboration Québec-Corée du Sud en matière d'adoption internationale

6 août:

Le président de la *Social Welfare Society* de Corée du Sud, M. Youn Taek Tahk, est à Québec pour discuter du dossier de l'adoption internationale avec des représentants du ministère des Relations internationales et du Secrétariat à l'adoption. Cette question avait déjà donné lieu à un échange de correspondance entre les deux parties, qui s'entendent sur un document établissant une collaboration reliée à l'adoption d'enfants coréens par des Québécois.

22. Allocution de Monsieur Pierre de Bellefeuille à la séance inaugurale du XVIème Congrès des relations internationales du Québec, le 27 septembre 1984, p. 5.
23. *Ibid.*, pp. 5-13.
* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

La 30ème réunion annuelle de l'Association parlementaire du Commonwealth

26 septembre au 5 octobre:

Le président de l'Assemblée nationale, M. Richard Guay, participe à l'Île de Man, en Grande-Bretagne, à la 30ème réunion annuelle de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC), réunion au cours de laquelle il devient délégué régional canadien. À ce titre, M. Guay siègera au cours des trois prochaines années au Comité exécutif de l'Association. L'Assemblée nationale du Québec sera l'hôte, en 1985, de la conférence régionale canadienne de l'Association, qui réunit les treize législatures canadiennes. En juin, l'Assemblée nationale avait voté une contribution de $15,000 à la Fondation de l'APC. Trois députés québécois participent à titre d'observateurs à la rencontre de l'Île de Man.

Mission de représentants de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest

10 au 12 septembre:

Le coordonnateur des projets du secrétariat général de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et le directeur de la section des transports sont à Québec pour discuter d'un appel d'offre international pour la fabrication de matériel de transport ferroviaire. Les représentants de la CEAO rencontrent d'autre part des responsables du ministère du Commerce extérieur et du ministère de l'Éducation, au sujet de la question de la formation des cadres de la CEAO.

Négociations d'ententes de sécurité sociale

du 27 au 31 août:

Des observateurs québécois assistent à Ottawa à une rencontre de négociation d'un accord de sécurité sociale entre le Canada et la Norvège. La possibilité de négocier une entente similaire Québec-Norvège fut évoquée et il fut convenu que le Québec ferait parvenir à la Norvège une proposition d'entente en vue de négociations distinctes Québec-Norvège en 1985.

du 4 au 7 septembre:

Des observateurs québécois assistent à une rencontre de négociation d'un accord de sécurité sociale Canada-Finlande. Comme dans le cas de la Norvège, le Québec doit préparer un projet d'entente Québec-Finlande qu'il soumettra au gouvernement finlandais.

Mission commerciale en Algérie et en Tunisie

fin août:

Des compagnies québécoises du secteur de la santé ainsi que la Société d'Exportation des ressources éducatives du Québec (SEREQ) effectuent une mission commerciale de deux semaines en Algérie et en Tunisie, organisée en collaboration avec le ministère du Commerce extérieur.

Stage au Québec de professeurs de français latino-américains

30 juin au 21 juillet:

Le Québec reçoit, pour la septième année consécutive, un groupe d'environ soixante-cinq professeurs de français venant de neuf pays latino-américains. Le stage est organisé par le ministère des Relations internationales, en collaboration avec l'Université Laval, et comprend deux volets: le perfectionnement du français écrit et parlé et la sensibilisation à la culture québécoise.

14 au 27 juillet:

Le Québec et la France, à l'occasion du congrès de la Fédération internationale des professeurs de français qui a lieu au Québec, invitent une quinzaine de présidents d'associations latino-américaines de professeurs de français. Après un séjour en France du 25 juin au 13 juillet, ceux-ci participent au congrès de la FIPF et effectuent une tournée en régions.

Jumelages Îles de la Madeleine-Miquelon-Langlade et Etterbeek-Beauport

22 juillet:

La ministre Denise Leblanc-Bantey, le maire de Miquelon-Langlade et le consul général de France au Québec participent aux festivités organisées à l'occasion du jumelage des Îles québécoises de la Madeleine et des Îles françaises de Miquelon-Langlade. Mme Leblanc-Bantey déclare que ce jumelage permettra de développer les relations économiques, culturelles, sociales et touristiques entre les deux communautés et souhaite que le Québec et la France étudient la possibilité d'une entente dans le domaine des pêches afin que soit exploitée plus efficacement la zone de 200 milles.

5 août:

Le bourgmestre de la commune d'Etterbeek, en Belgique, et le maire de la ville de Beauport, au Québec, signent un protocole d'amitié marquant le jumelage des deux villes. Des activités culturelles ont lieu à Beauport à l'occasion du jumelage, organisé par le Québec et la Délégation Wallonie-Bruxelles.

L'Argentine

mi-août:

Le Haut-commissariat de Grande-Bretagne au Canada prend « bonne note » d'une opinion exprimée sur les Malouines par le Premier ministre du Québec. Celui-ci, lors d'une visite sur le voilier argentin *Libertad* amarré à Québec à l'occasion des Fêtes 1534-1984, avait souhaité à l'Argentine « de récupérer un jour un territoire qui vous appartient ». Le ministre des Relations internationales déclarait par la suite que les propos du premier ministre ne constituait « en aucune façon un appui à l'invasion des Malouines par l'Argentine ... L'Argentine a posé un geste d'agression que le Québec condamne ». Il soulignait que la position exprimée par le Premier ministre s'inscrivait dans l'esprit de la résolution 2065 des Nations Unies de 1965, qui invitait l'Argentine et la Grande-Bretagne à négocier pour régler la situation coloniale des Malouines.

Célébration de la fête nationale du Québec aux États-Unis

24 juin:

Les délégations du Québec aux États-Unis soulignent la fête du Québec par plusieurs activités. À titre d'exemple, le Québec eut sa journée officielle à la Foire universelle de la Nouvelle-Orléans, et le 24 juin fut proclamé Journée nationale du Québec par la ville de Dallas.

Congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées

24 au 28 septembre:

Le onzième Congrès mondial des villes jumelées se tient à Montréal et accueille environ 2,000 délégués venant de 64 pays. M. Pierre Mauroy, maire de Lille et premier ministre français jusqu'au début de l'été, y participe. Il est d'ailleurs candidat à la présidence de cet organisme pour l'élection de novembre. Le gouvernement du Québec apporte une aide financière au congrès et organise, en marge du congrès, une exposition industrielle pour faire connaître la technologie québécoise de pointe. Les quotidiens québécois font

largement état des problèmes internes de la FMVJ, ainsi que de ceux qui se sont manifestés entre les organisateurs québécois et le conseil d'administration de l'organisme en France.

Conférence du Women's Institute for Freedom of the Press

Du 1er au 3 juin:

Deux représentantes du Québec, du Conseil du Statut de la Femme et du ministère des Relations internationales, participent à Washington (D.C.) à la 6ème conférence annuelle du *Women's Institute for Freedom of the Press* qui s'intéresse à l'établissement d'un réseau de communication pour les femmes et à la préparation de la Conférence de la Décennie à Nairobi en 1985.

Nouveau sous-ministre aux Relations internationales

fin août:

M. Yves Martin est nommé sous-ministre au ministère des Relations internationales. M. Martin remplace Mme Paule Leduc dont la nomination de sous-ministre des Affaires culturelles avait été annoncée en juillet. Après une carrière dans la fonction publique et au rectorat de l'Université de Sherbrooke, M. Martin était depuis 1981 directeur général de l'Institut de recherche en santé et sécurité du travail.

Visites diplomatiques

26 et 27 août:

Le nouvel ambassadeur du Canada à Yaoundé, M. Marc Faguy, effectue une visite à Québec et à Montréal avant de rejoindre son pays d'affectation. Il a des entretiens reliés aux grands dossiers de la coopération entre le Québec et l'Afrique, notamment les bourses et les ententes de droit de scolarité, avec des représentants des ministères des Relations internationales, du Commerce extérieur et de l'Éducation.

du 5 au 7 septembre:

L'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Canada, M. Issouf Koné, effectue une visite officielle au Québec, la première depuis son entrée en fonction en décembre 1983. Il a des entretiens avec les ministres des Relations internationales, de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, de la Science et de la Technologie et de l'Éducation, de même qu'avec le président de l'Assemblée nationale. Les programmes de coopération entre le Québec et la Côte d'Ivoire sont passés en revue et, au chapitre des secteurs où la coopération pourrait se développer davantage, il est question de la forêt, de l'industrie, de la culture, de l'éducation et de la formation médicale.

du 5 au 7 septembre:

Visite officielle à Québec du nouveau consul général de la Corée à Montréal, M. Jong Up Lee, qui rencontre le Premier ministre et ses ministres des Relations internationales, de l'Agriculture, de l'Industrie, Commerce et Tourisme, de la Science et de la Technologie et de l'Énergie et des Ressources. Une rencontre avec des gens d'affaires est également organisée par le Centre de commerce international de l'Est du Québec.

Visite au Québec de Mme Simone Veil

4 au 8 août:

Mme Simone Veil, députée au Parlement européen, effectue une visite au Québec à l'invitation du ministre des Relations internationales et des organisateurs de la 22ème Conférence internationale de l'action sociale qui a lieu à Montréal. Mme Veil doit avoir des entretiens avec le ministre des Affaires sociales et rencontrer l'adjoint parlementaire du ministre des Relations internationales. Elle était conférencière invitée à la conférence de l'action sociale.

Visite au Québec du pape Jean-Paul II

10 au 12 septembre:

Le pape Jean-Paul II entreprend un voyage au Canada par une visite au Québec. Il se rend à Québec, Ste-Anne de Beaupré, Trois-Rivières et Montréal. À Québec, le pape est reçu par le premier ministre René Lévesque, qui lui présente quelques membres de son cabinet, à l'occasion de l'inauguration d'une exposition sur l'art sacré, au Musée du Québec.